

Le 25 juillet, Digital Equipment, numéro trois mondial de l'informatique, annonce une perte de 3,7 milliards de francs et 10000 suppressions d'emplois : suite à des décisions analogues chez IBM, Apple, Compaq et Unisys, cette nouvelle signifie que la crise des constructeurs n'est plus seulement européenne, mais mondiale.

La situation de ce secteur est paradoxale. Alors que la dépense informatique croît au rythme de 13% l'an, les constructeurs perdent de plus en plus d'argent (Unisys - 6,5 milliards de francs, Apple - 2,6, Texas - 2) ou voient leurs bénéfices chuter vertigineusement. Le marché de la micro, même, est touché. C'est le fond de commerce des constructeurs qui disparaît ; le matériel fait place au logiciel et aux services, les systèmes propriétaires aux systèmes ouverts. La mutation de l'informatique provoque une nouvelle donne au bénéfice des Sociétés de Service : guerre sur les prix, concentration, licenciements... les constructeurs doivent s'adapter ou disparaître.

Déjà présents en Europe dans le domaine de l'électronique grand public, les composants ou les micros portables, les groupes électroniques japonais passent à l'offensive ; ils débarquent sur le marché des grands systèmes et des services en signant à tour de bras des accords avec les constructeurs européens, puis rachètent ces entreprises (ICL, NOKIA). Si l'électronique européenne va mal, c'est la faute aux japonais, se lamentent les professionnels du secteur. Mais cette affirmation sans nuance cache l'essentiel : si les japonais conquièrent si facilement ces positions, c'est que les Etats européens sont incapables de dégager une vision stratégique et une volonté politique commune.

Pour la commission de Bruxelles, les difficultés du secteur viennent du "fractionnement du marché (1)" et de l'absence "d'objectifs à moyen et long terme (1)". L'essentiel de la politique à mettre en œuvre consisterait à fournir localement aux industries "des avantages dans le jeu concurrentiel (1)". Mais

■

|

■

|

É

T

O

A

D

■

R

L

PAR ERIC BRAINE

LA FIN DES
CONSTRUCTEURS ?

aucune action, ni aide directe n'est possible, ce serait transgresser le fondement libéral de la communauté. La politique industrielle relève en premier lieu de "l'initiative et de la responsabilité des industriels eux-mêmes (1)".

Dans ces conditions, le discours de Dominique Strauss-Kahn sur "la maîtrise et le maintien de l'indépendance technologique (2)" est très largement incantatoire.

L'intégration européenne se fait, dans le domaine de l'informatique, sous la dépendance américaine ; d'IBM, notamment, qui face à la concurrence japonaise, se pose en défenseur de l'informatique occidentale, en prenant la tête d'une alliance avec Siemens.

Mettant à nu toutes les contradictions de la politique socialiste, avec ses déficits records, Bull est à nouveau, une affaire politique : les éclats d'Edith Cresson se sont révélés sans prise sur la réalité ; la Nippon Electric Company, 4ème mondial, est finalement entrée dans le capital de Bull, à hauteur de 4,7%. Position minoritaire certes, mais position d'attente. Car en dépit des dotations en capital et des efforts de modernisation qui ont suivi sa nationalisation, le constructeur national s'est considérablement affaibli en cherchant à s'implanter sur le marché américain. Il n'est plus aujourd'hui de taille à affronter seul la concurrence mondiale et à supporter les frais de redéploiement complet de son offre. Lassé de boucher les trous,

le gouvernement voudrait passer le relais, mais à qui ? On connaît la position de la commission de Bruxelles. Reste à trouver les partenaires susceptibles d'épauler Bull dans son redressement. Les industriels européens (Siemens, Olivetti, Philips) étant en crise ou déjà parties prenantes d'autres alliances, il pourrait s'adresser aux constructeurs américains (DEC, HP ou NCR). Mais l'exemple d'Unisys (fusion de Sperry et de Control Data) vient attester du peu de chance de succès de regroupement d'entreprises confrontées aux mêmes difficultés.

Depuis la guerre, dans la foulée d'IBM, les constructeurs avaient bâti leur puissance sur le contrôle de la technologie des ordinateurs et sur des relations verticales établies avec les utilisateurs. C'est ce rapport qui est aujourd'hui en crise devant l'éclatement et la multiplicité des usages d'une informatique qui ne peut plus être réduite à une "science" à base d'électronique et de mathématique. De ce point de vue la fin des constructeurs (ou leur transformation radicale) n'a pas que des aspects négatifs (contre lesquels il faut lutter) : chômage, restructuration, mobilité forcée ; mais également des aspects positifs : liberté de choix dans les systèmes ouverts, relation de type horizontal, coopératives, prise en considération de l'usage, sur lesquels il faut s'appuyer.

Il convient, pareillement, de sortir du dilemme imposé par le modèle productiviste, qui ne laisse pas d'autre alternative que la participation à la course mondiale à la puissance technologique ou le renoncement, source de dépendance et d'aliénation. Il est urgent de définir d'autres modes de valorisation, d'autres voies pour poser l'autonomie de décision des européens ; desserrer l'emprise de la technologie sur nos vies, la contrainte de l'économique, pour réhabiliter l'usage, l'utilité sociale. ■

1. Communication de la commission sur l'industrie électronique et informatique - 3 avril 1991

2. Mémoire remis par D. Strauss-Kahn à la commission, le 20 juin 1991